

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
10 rue Maurice Fabre  
35065 Rennes

Rennes, le 16 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOPRAL - Macaire**

PONT REAN  
BP 38 001  
35580 Guichen

Références : UD35 / 2025-209

Code AIOT : 0005506698

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement SOPRAL - Macaire implanté Lieu-dit Macaire 35470 Pléchâtel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a eu lieu afin de lever les non-conformités relevées lors de la visite de 2023 et pouvoir échanger sur la situation administrative de l'entreprise.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOPRAL - Macaire
- Lieu-dit Macaire 35470 Pléchâtel
- Code AIOT : 0005506698
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est spécialisée dans la production d'aliments pour animaux de compagnie. Son effectif est de 130 personnes et près de 50% de la production est exportée.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 03/12/2021, article 4	Sans objet
9	Remise en état	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sites et sols pollués	AP de Mise en Demeure du 03/11/2023, article 1	Sans objet
3	Rejets air	AP Complémentaire du 04/12/2023	Sans objet
4	Installations des piézomètres	AP Complémentaire du 11/01/2019, article 4	Sans objet
5	Entretien des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11	Sans objet
6	Identification des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
7	Protection des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
8	Protection des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
10	Situation administrative	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L181-14	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les non-conformités relevées lors de la visite de 2023, ont été levées dans l'ensemble. L'exploitant doit néanmoins finaliser la contractualisation de la surveillance semestrielle des eaux souterraines pour l'année 2025.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Sites et sols pollués**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sols pollués
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SOPRAL, pour l'installation qu'elle exploite au lieu-dit Macaire sur la commune de Pléchâtel (35580), est mise en demeure de respecter, dans les délais mentionnés ci-après, les dispositions relatives à la dépollution du local de stockage des produits dangereux introduites par l'article 5.6 de l'arrêté préfectoral du 03/12/2021 susmentionné : « L'exploitant est tenu de proposer à l'inspection des installations classées, sous un délai maximal de 6 mois après publication du présent arrêté, les mesures appropriées de gestion que rendent nécessaires la découverte de la pollution aux hydrocarbures détectée au droit du local de stockage des huiles dans le rapport de base et dont les conséquences sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. À cet effet, les outils méthodologiques décrits dans la circulaire ministérielle du 08/02/2007 relative à la gestion des sols pollués seront utilisés. » Pour ce faire, la société SOPRAL transmet, sous deux mois, les justificatifs que les travaux sont réalisés et que les mesures de dépollution prises sont appropriées et permettent de contenir les effets de la pollution.
<b>Constats :</b>  L'entreprise a procédé à la dépollution de la zone située au droit du local de stockage des huiles qui présentait une pollution aux hydrocarbures. Les bordereaux de déchets dangereux correspondants à l'élimination de 28 t de terres souillées ont été présentés à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/12/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>l'exploitant est tenu d'assurer une surveillance semestrielle des eaux souterraines, avec une mesure réalisée en période de basses eaux et une mesure en période de hautes eaux.</p> <p>La surveillance prévue à l'article 5.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/12/2021 est complétée par le suivi du paramètre acénaphène et du niveau piézométrique (à partir de piézomètres normés au mNGF).</p> <p>Cette surveillance semestrielle doit permettre une analyse de l'origine de la détection d'acénaphène au niveau du piézomètre 2 en 2023 et une surveillance de l'évolution de ce polluant dans les eaux souterraines.</p> <p>Si, dans le cadre de la surveillance menée, un ou d'autres paramètre(s) venai(en)t à être détecté(s), la même analyse est à mener.</p> <p>Cette surveillance semestrielle doit également permettre de conforter la connaissance du comportement de la nappe, et notamment son sens d'écoulement en période de basses eaux et en période de hautes eaux.</p> <p>L'exploitant communique à l'Inspection les résultats de cette surveillance via l'application GIDAF. Il transmet, à compter de janvier 2024, puis semestriellement, son analyse sur l'évolution de la concentration en polluant détecté dans les eaux souterraines, sur le comportement de la nappe et sur les éventuelles mesures qu'il peut proposer en fonction des conclusions de cette analyse.</p> <p>La fréquence de surveillance des eaux souterraines pourra à nouveau être annuelle après au moins quatre années de surveillance semestrielle, sur demande justifiée de l'exploitant et après accord du Préfet.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant est en cours de réalisation des analyses des eaux souterraines pour l'année 2024. L'exploitant n'a réalisé qu'une seule campagne d'analyse pour l'année 2024. Une seconde campagne est à réaliser conformément à l'arrêté préfectoral de décembre 2021, les résultats d'analyse devront être transmis avant la fin de l'année 2024 à l'inspection, ainsi que le plan d'action éventuel en cas de constat de pollution résiduelle.</p>
<b>Observations :</b> <p>Une seconde campagne est à réaliser conformément à l'arrêté préfectoral de décembre 2021, les résultats d'analyse devront être transmis avant la fin de l'année 2024 à l'inspection, ainsi que le plan d'action éventuel en cas de constat de pollution résiduelle. La formalisation de la fréquence semestrielle du suivi est à communiquer à l'inspection également.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 3 : Rejets air**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/12/2023					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE et surveillance des rejets dans l'air					
<b>Prescription contrôlée :</b>					
Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes :					
Paramètres	Secteur d'activité	Procédé spécifique	Points de rejet	VLE en mg/Nm <sup>3</sup>	Fréquence de surveillance
Poussières	Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés	Broyage	ASB 20-1 Broyeur (1 point)	5	Une fois par an
		Refroidissement de granulés	VE42-4 VE41-4 Refroidisseurs (2 points)	20	
	Autres (aspiration fosse, transport pneumatique, ensachage, séchage...) - 9 points de rejet			40	
<b>Constats :</b>					
L'exploitant a présenté le rapport de la campagne d'analyse pour l'année 2024. Il respecte les VLE définies dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 décembre 2023.					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite					

**N° 4 : Installations des piezomètres**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/01/2019, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des prescriptions techniques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Les forages relevant du présent arrêté sont soumis aux prescriptions techniques figurant en annexe 2.</i>
<b>Constats :</b>  L'installation des différents piézomètres sur le site de l'exploitation respecte les prescriptions techniques d'installations prévues dans l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Entretien des piézomètres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance du réseau piézométrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les forages sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.
<b>Constats :</b>  Les piezomètres sont correctement entretenus
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 6 : Identification des piézomètres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Repérage des piézomètres
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les forages[...] sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.
<b>Constats :</b>  Les piezomètres sont correctement identifiés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Protection des piézomètres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des piézomètres
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête.  En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.
<b>Constats :</b>  L'installation des piezomètres est conforme à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Protection des piézomètres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du forage conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du forage des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du forage est interdit par un dispositif de sécurité.
<b>Constats :</b>  Les 3 piezomètres disposent d'un capot fermé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Comblement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout forage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Pour les forages, qui ne sont pas conservés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines, le déclarant procède à leur comblement dès la fin des travaux. Leurs modalités de comblement figurent dans le rapport de fin de travaux prévu à l'article 10.
<b>Constats :</b>  L'ancien piézomètre n°3 a été enfoui sous un merlon avec son bouchon. L'exploitant doit s'assurer que l'installation complète de l'ancien piézomètre avec son bouchon est toujours en place malgré le merlon. L'exploitant doit transmettre le rapport de fin de travaux concernant la sécurité de cet ancien piézomètre à l'inspection. Ce rapport doit comporter le compte rendu des travaux de comblement. Les travaux de comblements doivent respecter le point 8.2 de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 janvier 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 10 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, PAC Extension
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.  S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation.  Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.  S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet :  1° Invite l'exploitant à déposer une demande d'enregistrement pour cette modification lorsque celle-ci relève en elle-même de la section 2. La demande est alors instruite selon les dispositions de la sous-section 2 de cette section ;  2° Fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 512-31.  III. - Les nouvelles autorisations prévues aux I et II sont soumises aux mêmes formalités que les demandes initiales.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un porter à connaissance en mars 2023 sur l'augmentation de la production et sur la réutilisation d'ancien silos béton. L'exploitant a prévu de réaliser une nouvelle extension à l'usine afin de porter la capacité à 210t/j. Avant toute mise en œuvre, cette augmentation devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale avec enquête publique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite